

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand  
N° 616 3 décembre 1981  
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:  
Gabrielle Antille  
Rudolf Berner  
François Brutsch  
Marcel Burri  
André Gavillet  
Yvette Jaggi  
Pierre Lehmann  
Charles-F. Pochon  
Victor Ruffy

Points de vue:  
J. Cornuz  
Martial Leiter

616

Domaine public

## Certitudes à bon compte

*On a pu entendre à la radio et lire dans la presse que le Conseil fédéral, en réponse à une question de Jean Ziegler, ne se faisait aucun souci à propos du surrégénérateur de Creys-Malville: jamais, au grand jamais ces installations ne présenteront ne serait-ce que l'ombre d'un danger pour les Genevois.*

*Voilà qui est répondu.*

*Pour la postérité, nous reproduisons avec fierté quelques lignes particulièrement marquantes de la «réponse» du Conseil fédéral qui tient en tout et pour tout en 58 lignes: «(...) Dans le cadre des séquences d'accident servant au dimensionnement des installations, les émanations radioactives d'un surrégénérateur sont comparables à celles des réacteurs à eau légère. Il est par conséquent inexact de dire que Genève est dans la zone directement menacée. Dans le cas, tout à fait invraisemblable, d'un accident par fusion du cœur du réacteur, il n'y aurait guère lieu de craindre des conséquences sérieuses pour Genève, distante d'environ 70 km.»*

*Le Conseil fédéral est péremptoire. Mais que sait-il (ou que savent ces «experts» suisses — à propos, qui sont-ils? — «informés et de manière détaillée» sur les mesures de sécurité à Creys-Malville?) au juste?*

*En fait, pas grand-chose. A telle enseigne que ce même Conseil fédéral n'a pas été capable, à ce jour, de répondre à une série de questions précises que lui posait, justement au sujet de Creys-Malville, l'Association pour l'Appel de Genève (APAG) le 20 janvier 1981 (cette lettre est reproduite dans le «Livre jaune sur la société du pluto-*

*nium», publié par l'APAG aux Editions de la Baconnière, pp. 115 et suivantes).*

*En réalité, à mesure que le temps passe, le nombre des questions non éclaircies touchant à la sécurité du surrégénérateur semble augmenter plutôt que diminuer. Sans parler du fait que l'Electricité de France admet avec le sourire que les systèmes de sécurité prévus ne tiennent pas compte de l'accident maximal possible, simplement parce que la probabilité de cet accident est jugée suffisamment faible.*

*Cette question avait été discutée lors du colloque «Energie et Société» organisé à Paris en septembre 1981 par le Groupe de Bellerive (DP 607 et 608, 1<sup>er</sup> et 8 octobre); elle avait donné lieu à un débat homérique sur la signification des probabilités.*

*Ce que personne ne nie, mais qui reste encore manifestement inconnu du Conseil fédéral, c'est que la probabilité de l'accident maximal n'est pas nulle, ce qui signifie qu'il peut se produire n'importe quand; et personne ne conteste non plus que ses conséquences seraient catastrophiques à l'échelle européenne.*

*On est donc bien en présence d'un pari. Le pari que tout ira bien. Le Conseil fédéral est à n'en pas douter composé de gens optimistes.*

PLUTONIUM

## La grande peur pronucléaire

On a pu lire dans la presse suisse romande, sous forme de publicité, un article intitulé «Le marché de la peur». Dans cet article, un certain Mottier, responsable de la Fédération romande pour l'énergie (nucléaire), vitupère le «Livre jaune sur la société du plutonium», ouvrage collectif de l'Association pour l'Appel de Genève (APAG).

Selon ce M. Mottier, les idées exposées dans le

SUITE ET FIN AU VERSO

## La grande peur pronucléaire

«Livre jaune» sont des sornettes; pensez-donc: les auteurs sont des antinucléaires notoires. M. Mottier, qui ne s'est manifestement pas donné la peine de lire le livre dont il parle, affirme ensuite que les auteurs de cet ouvrage «n'ont même pas pris la peine de consulter les constructeurs et exploitants des centrales Phénix».

D'abord, il n'y a à ce jour qu'une seule centrale Phénix, et elle a eu des problèmes.

Ensuite l'APAG a des contacts avec des personnes au sein même du Commissariat à l'énergie atomique français et sait de manière très directe qu'à l'intérieur de cet organisme tout le monde n'est pas d'accord sur le bien-fondé des calculs de sécurité faits pour le surrégénérateur Superphénix de Creys-Malville.

Et enfin, la puissance de Superphénix doit être au

moins cinq fois supérieure à celle de Phénix et les problèmes de sécurité se posent de ce fait différemment au niveau de la physique même du réacteur. L'extrapolation des résultats de Phénix à Superphénix est donc pour le moins hasardeuse.

Tout ceci a été largement commenté lors d'une conférence de presse (1<sup>er</sup> octobre 1981) à laquelle participait pour l'APAG un expert français de la sécurité des surrégénérateurs.

M. Mottier conclut sa diatribe en affirmant avec détermination que Superphénix sera construit. Na! Bien fait pour les vilains qui ont écrit le «Livre jaune». Ça fait penser à la méthode Coué. On affirme avec d'autant plus de conviction qu'on n'en sait rien et pour masquer sa propre peur. Peur que le monde technocratique auquel on croit et dont on vit puisse avoir des hoquets. Ça fait pourtant un bon moment que ces hoquets secouent tout le monde, sauf, peut-être, M. Mottier.

P. L.

## QUALITÉ ET QUANTITÉ

### Energie: le ménage suisse

L'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) consacre une partie de ses crédits de recherche à des projets précis, intéressant directement la communauté helvétique. Le 11 novembre, la presse et quelques auditeurs étaient invités à la présentation du rapport final du projet dit «Energie», patronné par le professeur Lucien Borel, directeur de l'Institut de thermodynamique. Il a fallu à une quarantaine de chercheurs quatre ans d'une collaboration interdisciplinaire soutenue pour aboutir à une image globale du marché de l'énergie en Suisse et à des simulations de l'évolution de ce marché en fonction de quelques hypothèses de départ.

Or, c'était là également le but du programme de la GEK (Commission pour une conception globale de l'énergie). Et la GEK a déposé son rapport en 1978: comment diable s'y est-elle prise? On se souvient qu'un membre de cette commission (déjà un prof de l'EPFL) était parti en claquant la porte, ladite commission ayant refusé d'appliquer certaines méthodes de travail. Ces méthodes, justement, ont été appliquées, et bien d'autres par-dessus le marché, dans le projet «Energie».

En 1978, on connaissait déjà la structure du marché de l'énergie, structure qui a été analysée une nouvelle fois dans le détail à partir des chiffres de l'année 1974 qui sert de référence.

Si 100% représente l'énergie produite, les chiffres sont les suivants:

— pertes dues à la transformation:	14,9%
— donc, énergie vendue	85,1%
— pertes chez l'utilisateur:	34,2%
— donc, énergie utile:	50,9%

Ainsi vous achetez environ 86% de l'énergie produite, mais vos appareils ne vous permettent d'en utiliser que le 51%. De cette énergie utile, plus des deux tiers sont utilisés à des fins thermiques (voir aussi DP 614): chauffage des appartements, de l'eau, des fours industriels. Or c'est une énergie de basse qualité et les chercheurs de l'EPFL ont affiné leur analyse en faisant intervenir la notion d'exergie, ce que la GEK avait refusé de faire.

Pour comprendre cette démarche, on pourrait utiliser la comparaison avec un régime alimentaire! Caractériser un régime alimentaire par les calories est une première approche indispensable et pas toujours facile: allez donc mesurer le contenu calorifique du régime de la baleine bleue... C'est cependant une démarche insuffisante et celui qui, sous prétexte qu'il a besoin de 2000 calories par jour, ingurgiterait quotidiennement 40 éclairs au chocolat ne tarderait pas à souffrir de carences et, de plus, il dépenserait inutilement son argent. Graisses, sucres, vitamines, entre autres, n'apparaissent que grâce à une analyse plus fine des besoins d'un animal, et c'est seulement à partir de cette analyse qu'il est possible de remonter aux aliments. Or chacun sait que nos besoins, pour parler d'eux, sont couverts par des aliments variés, les uns hautement énergétiques, les autres plus pauvres, les uns coûteux, les autres plus abordables.

En se livrant à ce type d'analyse, qui fait intervenir la qualité de l'énergie mise en jeu, les chercheurs de l'EPFL arrivent à une vision sensiblement différente de celle du petit tableau ci-dessus. Par exemple, les pertes chez l'utilisateur ne sont pas de 34,2%, mais de... 64,2%. Ce qui fait que, finalement, seul le 20,9% du potentiel énergétique disponible est réellement utilisé. Les membres de la GEK avaient dû flairer ce résultat pour refuser de procéder à ce genre de comptabilité!

Allant encore plus loin, l'étude de l'EPFL tente d'estimer les conséquences sur l'environnement des

flux d'énergie, prenant en compte aussi bien les dégâts dans le milieu naturel que les maladies professionnelles, l'épuisement des réserves que les accidents possibles, et j'en passe. Le tout débouche sur une méthode de calcul permettant d'estimer le coût total des chaînes énergétiques. Bien sûr, il y a beaucoup d'approximation en cette matière, mais il était bon de se livrer une fois à un tel exercice afin de dissiper un flou entretenu et exploité par certains.

Du côté de l'énergie solaire, on a tenté d'évaluer le rôle que jouerait cette source d'approvisionnement à moyen terme (20 ans: 5 à 10%) et à long terme (100 ans: 40% y compris la biomasse) Passons sur les nombreuses mises au point technologiques qui ont résulté de ces études: disposition des facades, méthodes de stockage, etc.

## SORTIR DU BROUILLARD

Tous ces éléments du «ménage» énergétique suisse étant connus, il était intéressant de regarder un peu vivre et évoluer ce ménage. Et c'est le rôle d'un vaste programme de simulation qui a exploré quelques scénarios conditionnés par des données initiales choisies: prix du pétrole, pénurie, etc... Les résultats de ces scénarios sont comparés avec le scénario retenu du rapport de la GEK et qui sert à inspirer les décisions actuelles en matière d'approvisionnement en énergie primaire: pétrole, gaz, nucléaire... Des différences notoires apparaissent alors qui, elles aussi, montrent que les gens de la GEK profitaient du brouillard que ce rapport dissipe.

Voici donc nos interrogations de départ avec une réponse satisfaisante. Les chercheurs de l'EPFL ont mis au point un outil très remarquable dont on connaît et la puissance et les limites. Il est à la disposition des autorités politiques. Voudront-elles s'en servir? Pourront-elles s'en servir? Comme tous les outils, surtout ceux qui sont tranchants et bien aiguisés, ils risquent de blesser ceux qui les manipulent!

## Manipulation patronale



CENTRE PATRONAL  
2, avenue Agassiz  
1001 Lausanne  
Téléphone 021 20 28 11  
Télex 25 730

## SERVICE D'INFORMATION DES GROUPEMENTS PATRONAUX VAUDOIS

No 1351

Lausanne, le 24 novembre 1981  
PR/pt

Les Groupements Patronaux Vaudois communiquent :

### LA REVOLUTION AU SEIN DE L'ETAT DE DROIT

Les idées préconçues peuvent être dangereuses en raison des illusions qu'elles engendrent. Il est communément admis que "l'Etat de droit" offre une garantie sans faille au maintien des libertés; il est également habituel d'imaginer la "révolution" comme un déchafnement d'actes violents, à caractère de guerre civile. La réalité est différente : la révolution, c'est-à-dire la transformation fondamentale de l'organisation de l'Etat, de l'économie et des rapports sociaux peut être menée dans le cadre de l'Etat de droit et en utilisant des moyens légaux.

L'histoire et les événements actuels le montrent. L'histoire : Hitler a pris le pouvoir en gagnant une majorité de sièges au parlement lors d'élections régulières; il a utilisé les moyens légaux de l'Etat démocratique pour imposer la révolution nationale-socialiste. Les événements actuels : en France, M. Mitterrand et un gouvernement socialo-communiste exercent le pouvoir après des élections parfaitement conformes aux règles de la 5e République; ils gouvernent dans le cadre de la légalité républicaine; cela ne les empêche pas de mener une révolution et la France reste, pour le moment du moins, un Etat de droit.

*Et le reste de la démonstration à l'avenant. Inutile, dans ces colonnes, de donner une plus large tribune aux Groupements patronaux vaudois qui ne manquent pas de relais pour leur service de presse hebdomadaire. Cette semaine, les Groupements patronaux vaudois digressaient sur l'Etat de droit, passant allègrement d'Hitler à Mitterrand; la semaine prochaine, ils traiteront des finances fédérales, ou du fédéralisme, ou de la révision du Code pénal ou de tout autre thème d'«actualité», dispensant tous azimuts la bonne parole «patronale». Miroir déformant de la réalité. Miroir déformant aussi de tout un secteur de l'opinion, au nom duquel prétendent s'exprimer quelques porte-parole manipulateurs: quels sont les patrons vaudois qui associent leur méfiance à l'égard de l'expérience française d'un rappel de l'Allemagne des années trente?*

## Tout manque, sauf les idées

*Pour l'actualité politique, pour les grandes manœuvres politiques amorcées tout dernièrement par le POUP, le parti communiste polonais («parti ouvrier unifié»), pour le dernier tour de vis du gouvernement du général Jaruzelski en marche vers l'Etat d'exception, se reporter à la presse quotidienne.*

*Yvette Jaggi était tout dernièrement à Varsovie, pendant quelques jours: à chaud, des choses vues, des instants de la vie quotidienne des habitants de la capitale polonaise.*

Préoccupation numéro un, omniprésente, obsessionnelle: l'approvisionnement. Car tout manque dans les magasins, «qui ne vendent plus que des meubles». Absolument tout: pas seulement le café, les oranges, le riz ou les allumettes. Mais aussi tout le reste: le papier, les détergents, la pâte dentifrice, les chaussures, l'essence, les vêtements chauds, etc. Avec une carte de rationnement, le citoyen peut tenter sa chance en prenant une file d'attente, ou en chargeant quelqu'un de faire la queue pendant trois ou quatre heures pour son compte.

Selon les régions, les rations varient. A Varsovie, c'est actuellement, par adulte et par mois: 1,5 kilo de sucre, 500 g de beurre, 600 g de viande première qualité (introuvable), 1,5 kilo de viande à rôtir ou bouillir, 400 g de jambon (?), 1 kilo de charcuterie et saucisses diverses. S'ajoute à cela un ticket échangeable contre du café, des bonbons, des chocolats, des alcools ou des cigarettes, le tout pour une contre-valeur totale d'environ 200 zlotys (près de onze francs suisses au change officiel). Et en plus, tous les deux mois: un savon et un paquet de poudre à lessive.

Pour le reste, si on en a les moyens, il faut aller voir dans les magasins d'Etat Pewex, où les alcools, les tabacs, les parfums et les vêtements se vendent contre devises fortes. Car les magasins privés eux-mêmes n'ont pas grand-chose à offrir: de pauvres légumes (surtout des choux), pas de fruits (sauf des pommes), du pain au mieux en début de journée, de la volaille et certains produits laitiers, au hasard des livraisons directes.

Le lait pose un gros problème: conditions d'hygiène insuffisante à la ferme (pas de produits de nettoyage) et résidus toxiques rendent le lait pasteurisé non consommable pour les enfants de moins de quatre ans. Du coup, les paroisses se chargent de distribuer le lait en poudre reçu de l'étranger aux jeunes mères et personnes nécessitées domiciliées dans le quartier.

Dans la pénurie générale, un miracle, toujours renouvelé: le marché des fleurs, multiple, splendide, partout bien achalandé. Les seules vitrines et boutiques qui tranchent sur la grisaille générale. Aux prises avec les difficultés d'approvisionnement, qui auraient de quoi décourager les plus résistants, les Varsoviens tiennent bon. Ils ne croient pas à une entreprise de démoralisation générale; ils ignorent superbement le spectacle quotidien de l'inefficience bureaucratique, de la saleté ambiante, des pannes innombrables, bref de la dégradation générale.

### LA RAGE PLUTÔT QUE LE DÉSESPOIR

Supérieurs à toutes ces incommodités d'une vie de piètre qualité, les Polonais enragent de voir leur pays, qui savait exploiter les immenses richesses de sa terre et son sous-sol, réduit à mendier sa nourriture à l'étranger.

Beaucoup accusent les Russes et le parti d'avoir puisé dans le capital du pays; les mieux informés

savent que les erreurs de gestion et les investissements mal placés sont le fait de Polonais. La «Nomenklatura» de l'ère Gierk a commis la faute impardonnable d'avoir voulu plaquer sur la réalité polonaise non pas un seul, mais deux modèles économiques inspirés de l'extérieur: parti et administration ont forcé le développement de l'industrie lourde et le démantèlement de milliers d'entreprises petites à moyennes, en y ajoutant la copie — à grands coups de centaines de millions de dollars — de réalisations prestigieuses: autoroutes (pour quelles voitures?), gratte-ciel (pas tous terminés, faute de devises, stèles élevées à la gloire de l'absurde), fabriques de produits de consommation prédestinées au retard technologique (appareils de télé-couleur) ou à la paralysie faute de composants ou de pièces (tracteurs Massey-Ferguson).

### GASPILLAGES ET ABERRATIONS

Au total, une économie fichue par terre, qui épuise ses dernières forces à des gaspillages et des aberrations en tous genres. Pour exemple: les grands moulins industriels, sensés remplacer les milliers de petites exploitations qui utilisaient la force de l'eau ou du vent, s'avèrent incapables de traiter le produit des moissons; un cinquième environ de la (très bonne) récolte de cette année s'en ira se faire mouldre en Tchétchovaquie ou en Union soviétique.

C'est que les mines, et plus encore les usines, travaillent en moyenne à la moitié de leur capacité. Paralysie partielle non pas en raison des grèves, mais du manque chronique d'énergie (c'est-à-dire de la faiblesse du réseau de transport ferroviaire qui devrait assurer l'approvisionnement de tout le pays en charbon), et surtout du manque de matières premières et de semi-produits d'importation (faute de devises absorbées par les achats de produits alimentaires et le service — partiel — d'une dette envers l'Occident supérieure à 25 milliards de dollars).



## Grandes manœuvres

Nouvelles du front. Lundi matin, à Affoltern am Albis, le Tribunal de division 6 est réuni pour juger le journaliste Marcel Keiser («Die Weltwoche») accusé de trahison intentionnelle et répétée. Huit heures à dix-huit heures: délibération à huis clos. Et au début de la soirée, la sentence tombe: 30 jours d'arrêts avec sursis pour trahison involontaire de secret militaire. Juste assez pour rappeler la presse à la prudence et au conformisme. Le secret des délibérations ne doit tromper personne: qui a suivi une seule fois dans sa vie le déroulement d'un procès d'objecteur de conscience a compris ce qu'est la justice militaire.

De janvier à octobre de l'année dernière, 360 millions de francs d'armes de fabrication suisse ont été exportées à partir de notre pays, dont un tiers en direction du tiers monde. Parmi les plus gros clients de Bührle and co en 1980: le Nigéria où, quatorze ans après la tragédie du Biafra, une nouvelle génération doit être prête à tomber sous les coups des armes frappées à l'arbalète.

Mobilisation générale pour la paix: appel sur une pleine page dans le «Tages Anzeiger» daté de lundi pour la manifestation fixée à ce samedi 5 décembre à Zurich (départ: 13 h. 10 à la gare centrale).

«Domaine Public» sacrifie lui aussi aux sondages d'opinion. Voici la dix-huitième fois depuis son lancement que, très prosaïquement par le biais d'un bulletin vert, il pose une petite question toute simple et néanmoins vitale à ses amis, fin novembre-début décembre: oui ou non, est-il utile que ce journal continue à vivre? Le décompte, crucial, a déjà commencé. Oui, pour 1982, cela représente près de 3000 bulletins verts. Et cette somme, comme chaque année, semble quasi inaccessible, lorsque commencent à s'additionner les premiers versements. D'ores et déjà merci à toutes celles et à tous ceux qui, par leur diligence, abrègeront le suspense!

Rétablir la confiance ne sera pas une mince tâche. A moins que se produise cet événement dont tout le monde parle, sur un ton naturel, en fin de conversation, comme pour alléger l'ambiance et rendre le constat moins insupportable: LE miracle. Personne ne sait d'où et comment viendra le miracle, mais il y a déjà une espèce de familiarité magique avec lui. Une vraie foi, celle du charbonnier polonais par exemple, ne saurait être déçue.

Et, si tout en fin de conversation, votre regard trahit un reste d'incrédulité d'ascendance-protectorat-rationaliste, vous aurez droit à une allusion, discrète et ferme, à l'homme en blanc que la Pologne a envoyé à Rome. Vous voyez bien. Un miracle. **Y. J.**

PS. Nécessité de revenir sur terre. Walesa n'est pas Jean-Paul II. Urgentissime: le Conseil fédéral doit se décider à libérer les tonnes de lait en poudre prêtes à l'expédition, sous le signe de l'aide humanitaire.

### AU PAYS DE LA MISÈRE, LE QUART MONDE EST ROI

*Ainsi des travailleurs étrangers qui quittent la République fédérale allemande pour de petits séjours en Pologne de deux ou trois jours: pour une poignée de marks allemands, Turcs et Grecs, déshérités et exploités sur leur lieu de travail, peuvent s'offrir la tournée des grands ducs dans certains hôtels de Varsovie. Là, ils retrouvent du reste des Arabes, organisateurs d'un joli trafic de blondes, entretenues à l'année et prêtées à l'occasion. Les vautours sont déjà à pied d'œuvre.*

*De son côté, Solidarité renoue avec la grande tradition: l'Aigle polonais a désormais retrouvé la couronne dont le parti communiste avait voulu le priver. Fierté oblige.*

Pour extriquer l'inextricable, les Polonais ne manquent pas d'idées. Ni de gens qui ont étudié les techniques de gestion au MIT plutôt que dans les manuels soviétiques. Ni même désormais d'ordinateurs gros cube capables de simuler le «développement» futur de l'économie polonaise (les prévisions, qui incorporent l'influence quantifiée de Solidarité et autres impondérables, sont accablantes, et réservées aux membres de la Commission de planification nationale).

### LES PLANS, LA CRÉDIBILITÉ ET LA FOI

Mais toutes les bonnes idées elles-mêmes, à commencer par celle de la déconcentration économique et politique, sont victimes du mal qui ronge, bien compréhensiblement, toute la société polonaise: personnalités (sauf encore Jaruzelski peut-être) et institutions en place (sauf l'Eglise bien sûr) jouissent d'une crédibilité ramenée au niveau du zéro absolu par toutes les démonstrations d'incompétence données ces dernières années. Personne ne croit plus personne, et en tout cas pas quand il est question de redémarrage, d'effet multiplicateur, d'investissements supplémentaires, — bref de se (re)mettre au travail.

Les aînés, fatigués par des décennies de reconstruction et de lutte, n'ont plus que la force de parler, de raconter, de dénoncer, et de parler encore (en public comme en privé); les jeunes, souvent moins passionnément patriotes, se laissent volontiers entretenir, — par les parents, sur place ou à l'étranger; et ils songent à émigrer, en passant ou non par les gares de triage que sont les camps situés en Autriche.

De même que les paysans se gardent bien de vendre leurs produits contre des zlotys inutilisables, de même les travailleurs de l'industrie — et du tertiaire — refusent tout net de bouger, pour ne pas s'enfoncer davantage.

BAGNOLE

## L'effet Grobet

Il y avait déjà le parking de Rive, celui du Pont du Mont-Blanc, celui de Plainpalais et celui de Cornavin; depuis le week-end dernier, la chaîne est interrompue par le rejet du projet de parking sous la promenade dite de l'Observatoire. Par 54% de «non», les électriciens et électeurs de la Ville de Genève viennent donc mettre en question une politique lancée depuis des années et dont le socialiste Claude Ketterer, conseiller administratif (Exécutif municipal) et responsable du Service immobilier, s'était fait le champion en première ligne: pari prioritaire sur une ceinture de parkings autour du centre ville, pari impliquant la plus large ouverture possible de la ville à la circulation automobile.

GENÈVE

## La victoire des patrons

Attribution des dicastères au sein du nouveau Conseil d'Etat genevois: il faut revenir sur ce qui fut pour beaucoup une surprise après une longue semaine où les faux bruits furent légion.

Lendemain d'élection: le parti socialiste a récupéré le deuxième siège à l'Exécutif cantonal qu'il avait perdu pendant une année au profit du professeur Werner (sitôt battu et sitôt lâché dans le «Journal de Genève»); pour quatre ans voici donc deux socialistes pour deux radicaux, deux libéraux et un démocrate-chrétien. Le scénario des conseillers d'Etat bourgeois est prêt: c'est la rocade, pour attribuer au nouveau, Christian Grobet, le Département de l'économie (le radical Borner passe aux Travaux publics et le libéral Vernet à la Prévoyance sociale et Santé publique). La nouvelle répartition n'a pas été sans pleurs et sans grince-

«Non» écologique toutes tendances confondues, des amoureux du fameux hêtre rouge qui se trouvait menacé par le projet aux partisans d'une priorité absolue aux transports publics, en passant par les habitants d'un quartier vivant au rythme de la voiture et refusant un nouveau pôle d'attraction pour les conducteurs, sans oublier le «non» des citoyens lassés des nuisances dues aux mouvements pendulaires intenses avec le reste du canton.

Il reste que la progression du refus est nette depuis quelques années dans la cité de Calvin: 15% en 1977 lorsque les Genevois (votation communale) furent consultés sur le parking de Plainpalais; 35% l'année suivante lors du vote (cantonal cette fois) sur le parking de Cornavin... La tendance est nette, qui a du reste joué un rôle non négligeable dans la dernière élection au Conseil d'Etat genevois, le socialiste Christian Grobet faisant entre autres pratiquement le plein du vote «écologique».

ments de dents, mais enfin elle est acquise. Il ne reste plus qu'à annoncer publiquement la bonne nouvelle: les rouges n'auront pas la Santé publique.

Le détail de la composition encore officieuse du nouveau Conseil d'Etat se répand peu à peu dans la République et Canton. Parmi les premières réactions, celle de la Fédération des syndicats patronaux; c'est l'opposition absolue: pas question de Grobet à l'Economie, c'est Borner qu'il nous faut! Message reçu chez les conseillers d'Etat bourgeois: ils avaient cru faire leur choix en toute indépendance, comme le veut l'usage; ils se résignent à ce coup de force patronal. Grobet aura les Travaux publics, Borner restera à l'Economie publique... et les rouges n'auront pas la Santé publique!

Voilà donc un petit monde patronal qui se cramponne à un conseiller d'Etat, de notoriété publique réfractaire à toute politique économique digne de ce nom, ne manquant pas une occasion de dire sa confiance dans les lois du marché et trouvant là

une justification à un laisser-faire dont les effets néfastes ne sont plus à rappeler.

Une façon comme une autre d'avoir les mains libres? Peut-être, mais qui paiera la casse? Le premier test s'annonce déjà à l'horizon: l'industrie des machines genevoise subit un retournement complet et violent de la conjoncture depuis le mois d'août: elle qui courait après les permis de travail jusqu'au début de l'été, la voilà en panne de commandes (chômage partiel aux Charmilles) avec, en perspective, des mois très difficiles. Encore les lois du marché, lâchera le radical Borner. Victoire suicidaire des syndicats patronaux.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Lettre ouverte (suite)

... Je vous disais, cher Michel Grenier, *l'Afghanistan*... Vos adversaires de l'autre dimanche ont cru vous embarrasser en vous jetant à la tête le cas de l'Afghanistan...

Je suis bien sûr que, comme moi, vous vous indignez de l'occupation de l'Afghanistan par l'armée soviétique.

L'Afghanistan, dont soit dit en passant on ne nous dit pas qu'il ait succombé parce que son armée avait été affaiblie par les mouvements non violents ou que le moral de son peuple était miné par un pacifisme «sournois» du type «Centre Martin Luther King»!

Vous vous indignez, moi aussi — en va-t-il de même de vos adversaires? Plus précisément: eux et leurs amis s'indignent-ils sincèrement? Le camp occidental s'indigne-t-il toujours sincèrement?

Question. Rencontre-t-on beaucoup de vos adversaires parmi les membres d'Amnesty International, qui écrivent à M. Brejnev ou à tel ministre soviétique ou directeur de prison pour obtenir la libération de tel ou tel prisonnier politique?

J'avoue ne pas pouvoir répondre.

Autre question. Les USA ou un quelconque mem-

bre du camp occidental ont-ils rompu leurs relations diplomatiques avec Moscou? Réponse: *Non*. Ont-ils rappelé pour informations leur(s) ambassadeur(s)? Réponse: *Non*.

Ont-ils envoyé des porte-avions, massé des troupes chez leurs alliés à proximité plus ou moins immédiate ou menacé de le faire? Réponse: *Non*.

Ont-ils envoyé massivement des armes aux résistants afghans? Réponse: *Non* — ceci vaut d'ailleurs également pour la Chine, soi-disant opposée à l'URSS et qui naguère soutint assez les Coréens du Nord!

Au-delà des déclarations toutes verbales, ont-ils pris quelque mesure? Réponse: *Oui* — ils ont cessé quelque temps leurs livraisons de blé, ce qui n'a servi de rien, l'Argentine du général Videla ayant pris la relève.

L'Argentine du général Videla est-elle pro-communiste? Le général, ou son successeur dont j'oublie le nom, est-il de vos amis, cher Monsieur Grenier? Ou bien ne trouverait-il pas plutôt quelque indulgence, quelque compréhension, sinon tout à fait du côté du *Journal de Genève*, du moins du *Nouvelliste valaisan*?

Je vous laisse répondre.

Entre nous, comme on comprend les Occidentaux en général et les USA en particulier! Plutôt que le régime d'un quelconque ayatollah, comme ils doivent préférer dans le secret de leur cœur une occupation soviétique (et surtout les USA, qui ont pu voir qu'en cas de coup dur — les otages de Téhéran — ils étaient gaillardement lâchés par tous leurs alliés ou peu s'en faut): les Soviétiques sont gens d'ordre, fort ennemis des pacifistes, objecteurs, etc. Et comme on comprend vos adversaires, *en fait*, d'être de leur côté!

Voilà, cher Michel Grenier, les quelques réflexions que me suggère la *Table ouverte* à laquelle vous avez participé.

J'avais compté répondre à la lettre de M<sup>me</sup> Jeanne-Marie Perrenoud — je n'ai plus la place... Et puis, il faut encore que j'écrive au camarade Brejnev pour lui demander la libération de je ne sais plus qui — ce sera donc pour la prochaine fois. J.C.

## LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER



*Genève: la justice en point de mire*



## Autofinancement accru des sociétés

L'absence d'épargne justifie-t-elle la hausse du loyer de l'argent qui se répercutera durement sur les locataires, paysans, propriétaires?

Car l'endettement hypothécaire, lié d'ailleurs à un prix excessif du sol, est en Suisse exceptionnellement élevé. Cette donnée est fondamentale: toute manipulation du taux a des effets graves.

L'endettement record des Suisses avait, en contrepartie, une épargne elle aussi record en comparaison internationale. Le système était dès lors cohérent: l'épargne abondante justifiait un large crédit, à des conditions avantageuses puisque les capitaux mis à disposition étaient largement suffisants. L'absence d'épargne déséquilibrerait cette mécanique: d'où la hausse des taux.

Or nous avons vu que les ménages épargnent autant, mais sous une autre forme (DP 615): prédominance désormais de l'épargne sociale (assurances, second pilier). Malgré le vieillissement de la population, l'épargne des assurances est exceptionnelle et croît plus vite que le produit national brut. Le premier alibi saute.

*Deuxième entrée: l'épargne des sociétés.*

Qu'en est-il des sociétés?

Car le bruit court que les marges bénéficiaires se rétrécissant, leur épargne serait plus faible.

La comptabilité nationale ne révèle rien de semblable. Il faut recourir aux chiffres des deux rubriques essentielles: amortissement et bénéfices non distribués.

Les amortissements ont été maintenus à un niveau élevé par les entreprises, même pendant la récession (74-76), et on ne saurait les en blâmer. Dès 1977, la reprise est forte et représente le 40% de l'épargne totale de la nation:

Année	1970	1974	1976	1980
Amortissements en % de l'épargne de la nation	36,41	36,25	39,20	39,76

En dix ans et en chiffres absolus, ces montants ont doublé, de 9,1 milliards en 1969 à 18 milliards en 1980. La croissance est nettement plus forte que celle du produit national brut.

L'épargne des sociétés a plus nettement accusé le coup de la récession, puis elle se redresse, pour atteindre aujourd'hui des niveaux supérieurs à ceux de 1973:

Année	1970	1974	1976	1980
Epargne des sociétés en % de l'épargne de la nation	19,18	17,46	15,89	22,09

En chiffres absolus, l'épargne des sociétés passe donc de 5,4 milliards en 1969 à 10 milliards en 1980 et elle croît au même rythme que le PNB.

Ensemble, amortissements et épargne des sociétés représentent le 60% de l'épargne de la nation.

Les sociétés ont donc une marge accrue d'autofinancement; en aucune mesure, elles ne pèsent sur le marché de l'argent.

Cet alibi, lui non plus, ne résiste pas à l'examen. Nous sommes, par le jeu des taux internationaux, en présence d'une redistribution en faveur de la fortune, iniquité que soulignent certains faits secondaires.

En effet, les salariés financent de manière accrue les assurances sociales, alors que les sociétés ont enregistré une régression assez marquée de leur charge fiscale, contrairement aux personnes physiques.

La répercussion sur les locataires, paysans, petits propriétaires, des taux élevés du crédit est d'autant

plus injuste que leur épargne (épargne en grande partie forcée) est en hausse, que l'équilibre épargne-crédit est toujours aussi satisfaisant en Suisse et que seul le goût du plus haut profit des détenteurs de fortune est à l'origine de la hausse des taux.

La solidité du dollar, le faible risque des placements à court terme à l'étranger, expliquent ce jeu nouveau.

Les salariés modestes, recevant leurs hausses de loyer, apprécient de payer pour les détenteurs de capitaux «flottants».

Le jeu est injuste, mais vouloir l'expliquer par le faible goût pour l'épargne des ménages suisses est de surcroît une tromperie.

### PRÊCHE

## Information et flonflons

*Réouverture de la cathédrale de Genève après quatre ans de travaux. Événement local et national. Le président de la Confédération est là, flanqué du président du Conseil des Etats; conseil de paroisse, Conseil d'Etat, députés, magistrature et public leur font escorte. Devant le porche, les squatters distribuent des tracts. Aux alentours, la police veille au grain, matraque à la ceinture.*

*A l'intérieur, les discours se succèdent. Salutations, remerciements, archéologie, histoire. Les lecteurs genevois ont pu lire tout cela le lendemain dans leur quotidien préféré.*

*Puis le culte. Le pasteur Droin, secrétaire général de l'Eglise nationale, évoque les difficultés du logement, le sort de ceux qui ne peuvent pas vivre chez nous avec leurs familles, la prison qui en Suisse attend les hommes désireux de servir leur patrie autrement qu'avec un fusil. Mouvements de nuque éternés dans les rangs libéraux. Le lendemain, pas un mot de cette prédication dans la presse locale. Kurt Furgler, lui, a chanté à pleine voix le cantique imposé et le Cé qué lains. Jamais pris de court, notre homme-orchestre.*